



UNION
DEPARTEMENTALE
CGT
DU HAUT-RHIN



Communiqué de Presse

Le Président de la Communauté Européenne d'Alsace, après son tour d'Alsace en 80 jours, vient de lancer une consultation sur la sortie de celle-ci du Grand Est, au nom du désir d'Alsace.

Quelle est la légitimité de cette consultation non officielle ? La question mérite d'être posée ? Sa proximité avec la campagne pour l'élection présidentielle et son instrumentalisation assumée pour pousser en avant la sécession de l'Alsace s'apparentent plutôt à des manœuvres politiques et à une guerre des égos entre nos deux barons féodaux que sont messieurs BIERRY et ROTTNER.

La CGT est consciente de la réalité historique et culturelle alsacienne, ainsi que du besoin de plus de proximité pour les populations et leurs familles. C'est pour cela qu'à la CGT nous ne souhaitons pas rentrer dans un débat « pour ou contre » la sortie de la région Grand-Est.

Mais la CGT, depuis 2013 et le début des grandes manœuvres autour de l'Alsace et de son statut territorial, n'a eu de cesse d'attirer l'attention des salariés et agents alsaciens sur le fait que derrière l'étendard de l'identité alsacienne se cachent des manœuvres libérales pour détricoter le cadre législatif et administratif qui les protège.

D'ailleurs, la CGT rappelle qu'elle s'était opposée et pour ces mêmes raisons, aussi bien en 2013 à la fusion des deux départements, ainsi que par la suite à la Loi modifiant le périmètre des régions. Les Lois MAPTAM et NOTRE qui ont poursuivi le big bang territorial en accélérant la libéralisation des politiques régionales.

Nous avons également alerté la population alsacienne sur la création de la CEA qui a été l'étape suivante, prémices de la Loi 3DS, déconcentration, décentralisation, différenciation, simplification. Cette loi votée ce 4 janvier par l'Assemblée nationale est en débat actuellement au Sénat. Pour le Gouvernement Macron, l'objectif est de rajouter de la concurrence à la concurrence, d'opposer les territoires, de servir encore mieux les intérêts des grands groupes.

Ainsi, il est nécessaire de préciser que derrière ce vote, ce n'est pas un retour à une région Alsace qui se profile. Contrairement à ce qui est affirmé, il s'agit de se servir des citoyens alsaciens pour peser dans les querelles entre CEA et région Grand EST, pour l'attribution de la compétence économique. Ce sont aussi des expérimentations et des différenciations, y compris sur le territoire transfrontalier, qui vont accentuer la casse de tous les services publics, de l'éducation, de la santé, des transports, etc... Sur un territoire alsacien qui est et va devenir un laboratoire en la matière. La CGT alerte donc toujours sur les effets dévastateurs de cette fuite en avant de la CEA. La CEA qui devrait déjà donner vie aux compétences dont elle dispose plutôt, que de courir indéfiniment après de nouveaux pouvoirs. En intervenant par exemple autrement que par des tweets contrits de son président sur la question du CGO. Donner déjà vie à la CEA semblerait plus utile.

Le Bretzel administratif de la marque CEA a déjà bien du mal à passer car les termes positifs de : fusion, mutualisation, rationalisation, partage, intégration, utilisés à tour de bras, par nos dirigeants réduisent en réalité nos droits, sur l'emploi, les services publics et la cohésion sociale. Mettre un peu de sel sur le Bretzel avec la sortie de l'Alsace du Grand Est, c'est de la diversion culinaire politique pour faire avaler le morceau de la CEA aux Alsaciens. Mais l'arrière-goût pour les Alsaciens risque fort d'être amer.

Nathalie KERN
UD CGT 68
06 59 07 70 36

Denis SCHNABEL
Comité régional Grand Est
06 75 86 69 33

Laurent FEISTHAUER
UD CGT 67
07 50 03 89 39